

Comité de Suivi sur les conditions de vie au travail du 11 mai 2016

PAS DE MOYENS ! PAS D'AMÉLIORATIONS !

Après de nombreux reports, une nouvelle réunion du comité de suivi du plan d'action sur les conditions de vie au travail est convoquée par la direction générale le 11 mai 2016.

En l'absence d'évolution positive, une nouvelle fois la CGT Finances publiques ne s'y rendra pas.

Non pas que la CGT se désintéresse du sujet bien au contraire mais tout simplement parce que la CGT Finances publiques revendique un véritable droit à l'expression des agents comme des représentants du personnel.

Elle n'a eu de cesse d'alerter la DGFIP sur les ruptures de service public comme sur la dégradation des conditions de vie au travail induites par les suppressions d'emplois et de missions, les fermetures de sites, les réorganisations et les restructurations.

Le vécu quotidien des agents, c'est une DGFIP qui les malmène et se désintéresse de leur sort collectif et individuel. Et elle voudrait nous faire croire qu'elle a aujourd'hui un véritable intérêt pour les conditions de vie au travail !

L'ordre du jour de ce comité porte sur l'évolution du tableau de bord de veille sociale, l'utilisation de la fiche d'impact lors des restructurations, le guide de prévention des risques psycho-sociaux et le bilan de différents dispositifs d'expression des agents sur leur travail.

Concernant l'appropriation du vade-mecum et de l'utilisation de la fiche d'impact, seulement 2/3 des directions y ont souscrit. Nous sommes effarés de voir que ces bons élèves n'ont pas retenu dans leur fiche d'impact la quasi-totalité des points figurant sur le vade-mecum. Ils se contentent de produire une fiche type contenant des éléments convenus et inexploitable.

Nous sommes confrontés une fois de plus à la désinvolture de la DGFIP qui conduit ses restructurations en ne respectant qu'un vague formalisme, tout en refusant une véritable reconnaissance des problèmes rencontrés par les collègues.

Que dire alors de la mise en place de la mission départementale dédiée aux conditions de travail, nouvelle mission souvent ajoutée à un cadre de la direction consistant seulement à recenser de façon statistique les difficultés et indicateurs de risques !?

Que dire aussi des évolutions envisagées dans le tableau de veille sociale ou de la synthèse de la campagne de prévention des risques professionnels qui ne servent qu'à mesurer des indicateurs RPS ou recenser des risques nettement identifiés et dénoncés depuis des années par les CHSCT et pour lesquels la DGFIP n'a jamais proposé de prévention ni même de traitements correctifs !?

Enfin, le bilan des espaces de dialogue et de discussion de la DGFIP est lui aussi malheureusement pour nous bien négatif. La perspective de la mise en œuvre d'espaces d'expression au sein des Ministères économiques et financiers s'inspirant de la DGFIP dans le cadre du plan SSCT 2016-2018 ne correspond pas à nos attentes ni à celles des personnels.

Cette démarche, selon le Secrétariat Général, devrait permettre à chaque agent de pouvoir participer à des échanges sur le métier et le travail réel et déboucher sur des évolutions concrètes en termes d'organisation et de processus.

Comme nous vous l'avons fait savoir lors du dernier GT du CHSCTM, le bilan à la DGFIP reste pour nous trop négatif et les belles ambitions affichées buttent sur des écueils identifiés :

- absence de moyens,
- marges de manœuvres faibles et absolument pas exploitées,
- politique d'encadrement et gestion du personnel peu respectueuses des agents, y compris lorsque ceux-ci sont en position de fragilité du fait des carences de l'administration,
- mise en œuvre des fermetures de sites, de suppressions d'emploi et abandon des missions à marche forcée.

La CGT Finances publiques a toujours été favorable à des espaces d'expression et de dialogue des personnels autour de leur travail, son organisation et les conditions de son exercice. Ceux-ci ne pourront véritablement exister au sein de notre Direction que s'ils sont adossés à des moyens permettant un meilleur exercice des missions et une véritable politique de prévention, nécessaire à l'amélioration de nos conditions de vie au travail.

Aujourd'hui nous faisons le bilan d'espaces de dialogue qui interviennent de façon curative et contrainte autour de thèmes ou de situation de travail dégradées, la cellule de médiation sociale intervenant encore plus en aval sur des situations de conflits.

Ce n'est pas lorsque on a franchi les limites du supportable face aux restructurations, dégradations des missions et des conditions de travail qu'il convient de faire semblant de proposer des solutions en distribuant au compte goûte des placebos que l'administration sait inefficaces.

La politique de pourrissement des conditions de travail mise en œuvre aujourd'hui à la DGFIP ne correspond en rien aux propositions de la CGT et aux attentes des agents dont la vie au travail se dégrade de jour en jour, entraînant des souffrances intolérables.

La responsabilité de l'Etat employeur en matière de santé sécurité au travail n'est pas une pseudo-obligation de moyen mais une obligation de résultat.

Les difficultés vécues actuellement par les agents de la DGFIP sont dénoncées quotidiennement au cours des CHSCTM, CTR, CHSCT locaux et CTL où règne plutôt l'autoritarisme que la volonté de laisser fonctionner pleinement ces instances dites «de dialogue social» et de mettre en œuvre toutes leurs prérogatives au service du bien être des agents et de la sauvegarde des missions !

Une fois de plus ce comité de suivi des conditions de travail à la DGFIP n'apporte rien de concret dans une situation toujours plus dégradée.

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques n'accepte pas de participer à une opération de communication de la Direction générale.

Par contre la CGT Finances Publiques est toujours disponible pour de véritables discussions sur des mesures visant à améliorer concrètement la prévention des risques et les conditions de vie au travail de tous les collègues.

A n'en pas douter il faudra pour les obtenir toute la force de nos actions collectives.

C'est à cette perspective que la CGT continue à travailler. Pour exercer nos missions pleinement, nous devons travailler autrement !

